

Jure Georges Vujic

Écrivain franco-croate et géopoliticien, directeur de l'Institut de géopolitique et de recherches stratégiques de Zagreb, il contribue à la revue géostratégiques de l'Académie de géopolitique de Paris, et il est l'auteur de plusieurs ouvrages dans le domaine de la géopolitique et de la politologie en langue française et croate.



MOYEN-ORIENT : NOUVEL ORDRE RÉGIONAL OU RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE CONJONCTURELLE ?

Depuis le désengagement et le retrait progressif des troupes américaines de la région, notamment d'Afghanistan, le repositionnement géostratégique russe et l'influence grandissante chinoise dans la région, ainsi que le jeu asymétrique des puissances régionales, semblerait combler ce vide de pouvoir et annoncer une nouvelle redistribution des cartes géopolitiques dans cette région. D'autre part, le processus de normalisation entre la Turquie et les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et l'Égypte, avec parallèlement la normalisation entre les pays du Golfe et l'Iran, semble dessiner les contours d'un ordre normalisateur et pragmatique pour le Moyen-Orient. Pourtant, les nombreux facteurs déstabilisateurs et les menaces qui n'ont pas disparu avec l'insistance nucléaire de l'Iran, l'instabilité dans des régions comme la Syrie, la Libye, le Liban et l'escalade militaire au Yémen continueront de peser sur la stabilité régionale. Celles-ci sont révélatrices de nouvelles dynamiques régionales avec des rivalités entre acteurs régionaux comme la Turquie et l'Iran, qui voient dans cette situation de recomposition géopolitique de nombreuses opportunités géoéconomiques et géopolitiques. En dépit du tropisme occidental qui tend à voir le Moyen-Orient comme un ensemble régional instable figé dans le temps, voué à un cycle perpétuel de conflits et d'apaisement, la question est de savoir si la nouvelle dynamique régionale de partenariats croisées, d'alliances et de compromis *had hoc* entre les divers acteurs régionaux et l'influence de nouvelles puissances extérieures telles que la Russie et la Chine, constituent un signe précurseur d'une nouvelle recomposition d'un ordre moyen-oriental stable et équilibré à long terme, ou bien s'agit-il tout simplement d'un *interregnum* de recomposition conjoncturelle ?

Since the disengagement and gradual withdrawal of American troops from the region, particularly from Afghanistan, the geostrategic repositioning of Russia and the growing Chinese influence in the region, as well as the asymmetrical play of regional powers, would seem to fill this power vacuum and herald a new redistribution of the geopolitical cards in this region. On the other hand, the process of normalization between Turkey and the United Arab Emirates, Saudi Arabia and Egypt, with parallel

normalization between the Gulf countries and Iran, seems to draw the outlines of a normalizing order and pragmatic for the Middle East. Yet the many destabilizing factors and threats that have not disappeared with Iran's nuclear insistence, the instability in regions like Syria, Libya, Lebanon and the military escalation in Yemen will continue to weigh on regional stability. These reveal new regional dynamics with rivalries between regional players such as Turkey and Iran, who see in this situation of geopolitical recomposition many geoeconomic and geopolitical opportunities. Despite the Western tropism which tends to see the Middle East as an unstable regional entity frozen in time doomed to a perpetual cycle of conflict and appeasement, the question is whether the new regional dynamic of cross-partnerships, alliances and ad hoc compromises between the various regional players and the influence of new external powers such as Russia and China, do they constitute a harbinger of a new recomposition of a stable and balanced Middle Eastern order in the long term? term, or is it quite simply an interregnum of conjunctural recomposition?

Key words: Middle East, conflict, regional, recomposition, geopolitics, power

DEPUIS LE DÉSENGAGEMENT DES ÉTATS-UNIS DANS LA RÉGION, notamment d'Afghanistan, le repositionnement géostratégique russe et l'influence grandissante chinoise dans la région, ainsi que le jeu asymétrique des puissances régionales semblerait combler ce vide de pouvoir et annoncer une nouvelle redistribution des cartes géopolitiques dans cette région. On constate qu'avec la conclusion des accords d'Abraham est à l'œuvre, une évolution stratégique non seulement des États-Unis qui entendent sous-traiter aux pays de la région la reconfiguration régionale, et celle des États du Golfe accentuant, dans le contexte géopolitique global du Moyen-Orient, la césure entre les États sunnites et l'Iran chiite, et traduisant la faiblesse des Palestiniens pour obtenir que se concrétise la solution à deux États.

Bien sûr il est parfois ingrat et complexe de faire de la géopolitique prospective qui reste très souvent aventureuse, mais on peut constater qu'après le repositionnement militaire et géopolitique de la Russie en Syrie et au Moyen-Orient, et surtout la guerre Russo-Ukrainienne, que toute crise ouvre de nouvelles opportunités géopolitiques géoéconomiques et militaires pour certaines puissances globales et régionales. Hors, étant donné le caractère éphémère et mouvant de toute conjoncture dans un espace temps donné, il est très difficile de s'adonner au jeu des anticipations rationnelles avec des calculs de probabilité et de projection pour en extraire les éléments structurants et stabilisateurs d'un ordre régional sur une longue durée, même si certaines conjonctures comme les récessions ou les guerres, peuvent générer les conditions d'un nouvel ordre régional et international s'il existe bien sûr une volonté de part et d'autre des principaux acteurs.

Avec les événements en Ukraine et ses implications pour la paix globale, on peut supposer encore que les acteurs régionaux, mais aussi d'autres puissances extérieures, se saisissent de cette nouvelle donne pour contribuer à façonner la configuration régionale du Moyen-Orient. L'Europe se trouverait alors dans l'obligation de revoir toute sa stratégie, et de repenser sa stratégie dans un environnement géopolitiquement vulnérable, dans lequel elle constituerait l'acteur le plus dépassé par les événements. En lançant la dynamique du « Pacte d'Abraham » (accords de paix signés fin 2020 entre Israël, les Émirats Arabes Unis et Bahreïn, suivis par le Maroc et le Soudan), Washington bouleverse les cadres de réflexion stratégiques traditionnelles qui prévalaient dans la région depuis les années 1990. L'allègement de la présence américaine dans le Golfe – des développements dictés par l'impératif stratégique de la confrontation avec la Chine –, une nouvelle donne s'esquisse et le rôle des acteurs régionaux semble appelé à se renforcer. En reprenant la main à la faveur des crises syrienne et libyennes, dans un jeu ambigu avec Ankara, Moscou se repositionne dans la région, et Pékin veut y faire passer ses routes de la soie.

Incertitude radicale et équilibre des menaces

Si l'on revient à la crise ukrainienne qui a une lecture à la fois régionale russo-ukrainienne et globale avec une bipolarisation géopolitique Occident-Russie, nous sommes néanmoins dans un scénario, qui tout en rappelant la guerre froide et une revanche néoimpériale russe, qui ouvre la voie à une singularité d'incertitude radicale et d'incertitude stratégique. En effet, Franck Knight développait le concept d'incertitude radicale en opposition au risque. Le risque est mesurable par le calcul des probabilités alors que l'incertitude radicale ne l'est pas. D'autre part, lors qu'on assiste à une escalade de menaces on pourrait se référer aux leçons de Stephen Walt, un théoricien néorealiste, qui avance la thèse d'un ordre international caractérisé par « l'équilibre des menaces », situation dans laquelle les États s'équilibrent généralement en s'unissant contre une menace bien identifiée, illustrant l'exemple du modèle d'alliance des États européens créé pour faire face à l'expansionnisme allemand pendant les deux guerres mondiales. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la menace de la dissuasion nucléaire ont certainement homogénéisé le monde occidental, mais on ne sait toujours pas comment une nouvelle escalade des menaces et des conflits, y compris la possibilité d'erreurs stratégiques irréversibles, peut vraiment compromettre la paix mondiale et rétablir l'équilibre dans le monde pour empêcher la destruction mutuelle. L'incertitude, qui est aussi une condition préalable à la stratégie, surgit souvent dans la prise de décision, mais lorsque la guerre

prend des effets mondiaux irréversibles comme la guerre en Ukraine, où chaque mouvement peut provoquer une réaction en chaîne incertaine, on pourrait dire que le monde et les grands acteurs internationaux, sont dans l'incertitude stratégique.

La succession des paradigmes géopolitiques au Moyen-Orient

Si l'on revient en arrière dans l'histoire du Moyen-Orient, il faut garder à l'esprit que ce vaste espace géographiquement et culturellement hétérogène a été depuis le XIX^e siècle, le laboratoire privilégié d'une succession de paradigmes géopolitiques, culturels, ethno-confessionnels, mais aussi de paradigmes géopolitiques qui ont le plus souvent servi de légitimation d'un discours politique colonial et néocolonial euro-centriste dominateur. En effet, l'expérience des paradigmes géo-constructivistes a montré le décalage entre théorie et pratique, entre l'« ordre géopolitique » même primitif en vigueur et la « géopolitique-discours » sophistiqué – par exemple des néo-conservateurs américains – qui fait dangereusement abstraction. De sorte que d'une part le Moyen-Orient connaît récemment une succession ravageuse d'axes géopolitiques, alors que d'autre part les administrations américaines traitent leurs propres démons.. Depuis le 11-septembre et la guerre totale et globale annoncée contre le terrorisme, le Moyen-Orient a été le théâtre de prédilection d'expérimentations de nombreux paradigmes géopolitiques occidental-américains, qui légitimèrent tour à tour les constructions et les déconstructions souvent brutales de cette région hétérogène et vulnérable. Parmi les dits paradigmes ont peu citer : depuis l'opposition sémantiques entre le Moyen-Orient et le Near East et le Levant, le concept de Moyen-Orient a été éminemment une conception géopolitique qui renvoie à des stratégies de « containment » et de reflux, d'équilibre des pouvoirs et « de pivot régional », ce qui explique que dès le XIX^e siècle, elle fut l'enjeu fondamental afin de lutter contre l'expansionnisme russe vers le sud; le paradigme du chaos constructeur, un paradigme géo-constructiviste et incarné par l'initiative de l'administration Bush du « Grand Moyen-Orient, le paradigme de la modernité tardive (néo-impérialisme libéral), ce paradigme résulte de la thèse émise par Robert Cooper, que le monde serait divisé en États pré-modernes, modernes et modernes tardifs ; le paradigme du marché intégrateur, c'est la thèse d'Anthony Lake, universitaire à la John Hopkins University, conseiller à la sécurité nationale du président Clinton. Il est le promoteur de la notion de « enlargement », qui fabrique une ouverture par une économie de marché; le paradigme de la santuarisation avec l'idée d'un sanctuaire transnational pour tous les musulmans de la région du Moyen-Orient, victime des politiques impérialistes et coloniales successives ne

date pas d'hier et est à l'œuvre dans l'esprit des partisans d'un Califat; le paradigme de la Balkanisation du Moyen-Orient et enfin un paradigme multipolaire moyen-oriental encore en gestation.

Ordre ou désordre moyen-oriental ?

La question de l'avenir géopolitique du Moyen-Orient à la lumière des conséquences géopolitiques et économiques de la guerre en Ukraine, sous-entend préalablement la question des choix en matière d'ordre régional qui conditionneront l'instauration d'une paix et une stabilité durable. Il faut souligner que l'Ukraine qui se situe dans la zone d'influence de « l'étranger proche » de la Russie, est de même située dans cette zone de conflit correspondant aussi à cette zone chaotique que Z. Brzezinsky appelle les Balkans eurasiens, zone géostratégique qui doit être constamment instable afin d'empêcher l'instauration de l'« hégémon » d'une puissance autre que les États-Unis. En effet, tout le monde peut observer que la guerre en Ukraine constitue un accélérateur de l'histoire et un « *game changer* » géopolitique, non seulement en Europe mais aussi de part son extension et son influence au Moyen-Orient. On le voit avec l'abandon par l'Allemagne de la position traditionnelle du pacifisme, le débat en Finlande et en Suède sur l'adhésion à l'OTAN, la Suisse qui s'aligne sur les sanctions européennes.

D'autre part, il faut toujours avoir à l'esprit que la géopolitique et les relations internationales sont le plus souvent le jeu de rivalités géopolitiques et d'intérêts divergents, et que l'ordre international dominant est le plus souvent l'expression d'un système dominant, gardien des intérêts de la puissance supérieure mondiale, l'hyperpuissance chère à H. Védrine. Les différents discours de légitimation ont joué un rôle important dans le choix et la détermination parfois arbitraire de « l'ordre mondial » ou le « désordre mondial ». À travers l'histoire, la perception de l'ordre et du désordre dans la communauté internationale a varié : un ordre impérial articulé autour d'un centre hégémonique de dimension continentale ou régionale, puis un système équilibré visant à empêcher l'instauration de toute forme d'hégémonie, cet équilibre prenant les formes d'accords et de compromis inter-étatiques, comme le fameux « Concert des nations » ou l'ordre de « la paix armée » de type Bismarckien, ou l'ordre bipolaire de la guerre froide. Le modèle de l'ordre mondial et supranational, inauguré à la fin de la première guerre mondiale, résulte d'une aspiration idéaliste et constructiviste, telle que la Société des nations Wilsonnienne, l'ordre ONU-sien des relations internationales, après la seconde guerre mondiale. D'autre part, l'histoire des relations internationales dans un contexte spatio-temporel donné

est toujours le reflet des relations de force, d'équilibre des pouvoirs ou de situations d'hégémonie. Ainsi, il existe une multitude de paradigmes géopolitiques qui représentent une certaine organisation géopolitique du monde et qui découlent des discours géopolitiques et des guerres symboliques de représentations géopolitiques, le plus souvent idéologiques: le monde unipolaire américanocentré, la théorie de «fin de l'histoire» de Fukuyama, le paradigme du monde multipolaire, le paradigme du « choc des civilisations » Huntingtonnien, le paradigme « Nord-Sud », la théorie de l'ordre a-polaire, chaos que certains politologues associent au modèle a-polaire de l'ordre international en tant que processus anarchique de dissolution, parfois visible, parfois latent et difficile à comprendre

L'ordre présuppose souvent le désordre et la géopolitique (chaotique et de division) est très souvent révélatrice de l'ingénierie géoconstructiviste expérimentale sur un espace concret. L'ordre post-Westphalien de la société des nations « Wilsonienne », ainsi que les expériences du « Nouvel ordre mondial » anglo-américain des années 1990 avec la parenthèse néoconservatrice unilatéraliste de l'administration Bush, reflètent en réalité la consécration et la suprématie du projet idéaliste et universaliste politique hérité de la Révolution française, qui visait à construire de manière constructiviste un ordre mondial plus ordonné. Sur un plan théorique proche de l'interprétation réaliste, l'ordre international, constitue un système, une « société » dont les acteurs ou les unités les plus importantes sont les États-nations, ce qui renvoie à un principe clés de l'ordre westphalien : la souveraineté nationale et, par conséquent, l'absence d'autorité supérieure à elle, d'où la situation d'anarchie (au sens étymologique) des relations internationales. Raymond Aron estime dans cette perspective que les relations internationales ne peuvent connaître que deux états : la guerre ou la paix. « La paix nous est apparue, jusqu'à présent, comme la suspension, plus ou moins durable, des modalités violentes de la rivalité entre unités politiques. On dit que la paix règne quand le commerce entre nations ne comporte pas les formes militaires de la lutte. » Ainsi cette conception aronienne de la paix est proche de l'ordre interétatique dans la mesure où elle comprend « trois types de paix, *équilibre, hégémonie, empire* : en un espace historique donné, les forces des unités politiques sont en *balance*, ou bien elles sont dominées par celles de l'une d'entre elles, ou enfin elles sont surclassées par celles de l'une d'entre elles au point que toutes les unités, sauf une, perdent leur autonomie et tendent à disparaître en tant que centres de décisions politiques. L'État impérial, finalement, se réserve le monopole de la violence légitime »¹. La chute du

1. Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 8^e éd., 1984,

mur de Berlin en 1989 et les attentats du 11 septembre 2001 ont ouvert un nouveau chapitre de la quatrième guerre mondiale, une guerre asymétrique contre un ennemi islamique invisible. Le nouvel ordre mondial est un concept géopolitique qui a émergé immédiatement après la fin de la guerre froide et marque la période d'alignement idéologique et politique des gouvernements mondiaux et des organisations internationales sur l'unilatéralisme américain. Selon J.N. Rosenau², nous sommes à l'ère du "*post-international politics*", c'est-à-dire que les États ne sont plus les seuls acteurs sur la scène mondiale. Le « système stato-centré » est au contraire confronté à la constitution d'un système parallèle, « multi-centré », aussi « puissant mais plus décentralisé ». Cet ordre mondial s'oppose à une autre conception des relations internationales ; celle d'un ordre interétatique fondé sur le respect de l'égalité des États ou de l'ordre unifié supranational au sein d'un « gouvernement mondial » sont en fait, depuis la fin de l'ordre Westphalien, intimement liés, dans l'ensemble des cercles politiques et scientifiques, à la préoccupation d'instaurer un modèle stable et viable de coexistence pacifique entre États (une sorte de règlement de locataires dans une « maison commune ») tout en entérinant le rapport de force inter-étatique dans un contexte géopolitique donné et précis.

Les répercussions de la guerre en Ukraine et les nouvelles opportunités

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord restent hésitants pour prendre parti dans le conflit Russo-Ukrainien, pour ne pas mettre en danger leurs coopérations avec la Russie. La guerre en Ukraine a provoqué la flambée des prix du blé, mais surtout des hydrocarbures ce qui constitue une excellente nouvelle pour les pays de l'OPEP. Les pays exportateurs de gaz du Moyen Orient et du Golfe pourraient se positionner auprès des Occidentaux en se substituant à la Russie, notamment l'Algérie, le Qatar et la Libye. L'Algérie pourrait en profiter pour opérer un renversement d'alliance au profit de l'Allemagne et de la Turquie. Les pays à forte population, faible économie et sans ressources en hydrocarbures vont en revanche souffrir ; ils pourraient être déstabilisés par des émeutes de la faim. De la flambée des prix du pétrole aux sanctions, en passant par la baisse du nombre de touristes et l'interruption de l'approvisionnement en blé, l'escalade du conflit en Ukraine aura des conséquences au Moyen-Orient. De nombreux pays du Moyen-Orient, qui entretiennent des relations avec les États-Unis, la Russie et l'Ukraine, pourraient être contraints à contrecœur de choisir un camp à mesure que

2. James N. Rosenau, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1990).

le conflit s'intensifie. Des prix du pétrole aux sanctions, en passant par les importations de blé et le tourisme, voici les domaines dans lesquels l'invasion russe de l'Ukraine affectera le Moyen-Orient. Les principaux bénéficiaires de cette flambée des prix des hydrocarbures sont l'Arabie saoudite, l'Algérie, la Libye, le Qatar, le Koweït, l'Irak et les Émirats arabes unis ; l'Iran dans une bien moindre mesure, puisque la quantité d'hydrocarbures que la République islamique peut exporter est très limitée par le poids des sanctions, ce qui la pousse d'ailleurs à espérer une issue favorable et rapide des négociations de Vienne pour pouvoir elle aussi remplir à nouveau ses caisses.

D'autre part, pendant que la communauté internationale a les yeux rivés sur l'Ukraine, la mer Noire et l'Europe orientale, certains acteurs globaux (Chine) et régionaux (Iran, Turquie, Qatar) pourraient être tentés de pousser leurs pions géopolitiques dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour améliorer leurs positions. Sur le plan des hydrocarbures, les récentes sanctions contre la Russie notamment pour ce qui est des importations du gaz russe et du pétrole, ouvrent de nouvelles opportunités pour les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. En effet, l'Europe a commencé à diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz naturel, ce qui ouvre de grandes opportunités dont peuvent profiter les pays africains producteurs de gaz. À savoir, actuellement 12 % du gaz que l'UE importe via le gazoduc provient d'Afrique. L'Algérie est prête à fournir plus de gaz à l'Europe. De plus, les récentes découvertes de pétrole et de gaz naturel en Namibie, au Mozambique, en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Sud et en Égypte semblent être une aubaine pour ces pays en raison de leur relative proximité avec le marché européen. Ils pourraient même fournir du GNL aux pays d'Amérique du Sud, notamment au Brésil, où la consommation de gaz naturel augmente rapidement. Alors que l'UE cherche à réduire sa dépendance au gaz russe, le projet de gazoduc EastMed, qui devait relier les gisements de gaz naturel d'Israël et de Chypre à la Grèce et à l'Europe, est remis sur les rails, mais le montage reste en suspens. Le flux turc (turco-russe) pourrait alimenter (environ 30 milliards de m³) bien sûr la Turquie, mais aussi l'Europe du Sud-Est et les Balkans, dont la Bulgarie et la Hongrie. Le projet permettra de reconnecter la Turquie à la Russie et concurrencera le projet EastMed (environ 10 milliards de m³), qui doit relier les champs gaziers d'Israël et de Chypre à l'Europe continentale. La Turquie, qui prône une neutralité active dans la guerre Ukraine-Russie, espère intégrer le projet de gazoduc EastMed, qui réunit Israël, la Grèce, Chypre, la Jordanie et l'Égypte. Le risque de couper l'approvisionnement en gaz russe de l'Europe pourrait réactiver le projet, bloqué pour des raisons financières.

Il convient, d'autre part de rappeler que le gazoduc Nord Stream 2 reliant la Russie et l'Allemagne était visé par Washington, qui craignait que la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie ne devienne irréversible et ne crée une puissante arme continentale géopolitique eurasienne. Le projet devait en effet permettre d'exporter 110 milliards de m³ de gaz naturel par an, soit la moitié de l'acheminement total. Avec l'invasion russe de l'Ukraine, le projet était définitivement enterré, et l'Allemagne avait déjà suspendu un projet d'une valeur de onze milliards d'euros. Une telle décision poserait la question de l'approvisionnement en gaz de l'Allemagne, dont près de soixante pour cent des importations proviennent de Russie. Le géant russe Gazprom approvisionne également l'Italie, la Turquie, la Bulgarie, la Serbie, le Danemark, la Finlande et la Pologne, ainsi que l'Autriche, où le chiffre grimpe à 100 %. En d'autres termes, l'Europe utilisant le North Stream devra diversifier les voies d'approvisionnement et les fournisseurs d'énergie. En ce sens, les États-Unis se sont déjà positionnés sur le marché européen dans le but d'accélérer l'exportation de gaz naturel liquéfié comme alternative, comme en témoignent les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) – ainsi que d'autres fournisseurs tels que Algérie, Qatar ou Azerbaïdjan. Jusqu'à présent, le gaz naturel liquéfié (GNL) représente près de vingt pour cent des importations de gaz vers l'Europe. L'industrie pétrolière américaine devrait également augmenter la production de pétrole de schiste d'environ 900 000 barils par jour cette année, tandis que les sanctions contre la Russie ont déjà dépassé les approvisionnements en gaz des États-Unis. ■